



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **17 JUIL. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS**

2 rue de la Noue Guimante  
77400 Saint-Thibault-Des-Vignes

Références : E/25-1751

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS implanté 2 RUE DE LA NOUE GUIMANTE PA DE LA COURTILLIERE SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 30 juin 2025 porte spécifiquement sur la thématique des produits chimiques et en particulier sur les substances soumises à autorisation au titre du règlement européen REACH.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIFCO APPLIED SURFACE CONCEPTS
- 2 RUE DE LA NOUE GUIMANTE PA DE LA COURTILLIERE LOLT 22 23 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES
- Code AIOT : 0006522082
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SIFCO est une entreprise de traitement de surface par métallisation électrolytique sélective. Le traitement se fait manuellement sur de petites séries, avec une application au tampon. L'entreprise effectue également du reconditionnement d'un produit utilisé pour le traitement de surface en petits contenants pour ses clients français. C'est dans ces cadres que sont utilisées les substances soumises à autorisation au titre du règlement européen REACH.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
6	REACH : Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet
4	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
8	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que l'exploitant prend globalement en compte les risques liés à l'utilisation de substances soumises à autorisation au titre du règlement européen REACH. La manipulation de ces substances se fait sous ventilation, avec port de protection respiratoire adaptée. Des mesures de rejets atmosphériques et aqueux sont effectuées et des mesures de l'exposition des travailleurs sont également prévues. Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles et accessibles aux travailleurs.

Il appartiendra à l'exploitant de :

- se rapprocher de ses fournisseurs pour disposer de FDS à jour et exhaustives et des résumés en français des mesures de gestion des risques applicables et des conditions opérationnelles décrites dans les rapports de sécurité chimique ;
- s'assurer de l'exhaustivité des étiquetages de produits dangereux et de leur cohérence avec les FDS ;
- s'assurer de l'exhaustivité du contrôle périodique de ses installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail et d'indiquer les suites données aux remarques effectuées dans le rapport du contrôle du 26/08/2024 ;
- d'installer un équipement lui permettant de connaître la température du local de stockage de ses produits.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Utilisations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 56 du règlement REACH 1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf : a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à L'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou

e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.

#### Constats :

L'exploitant fournit à l'inspection les fiches de données de sécurité (FDS) des 7 produits contenant du trioxyde de chrome et dichromate de sodium, substances soumises à l'annexe XIV du règlement REACH. Un des produits contenant du trioxyde de chrome provient du fournisseur Henkel, les six autres produits proviennent de la filiale UK de SIFCO.

Chacune de ces FDS mentionne des numéros de décision d'autorisation REACH.

Pour les substances contenant du sodium dichromate, l'inspection constate que les numéros d'autorisation REACH/20/5/0 et REACH/20/5/3 mentionnés dans les FDS correspondent à la décision d'autorisation C(2020) 2084, **dont la date d'expiration était au 21/09/2024**. L'exploitant explique être en contact avec SIFCO UK, qui est en train de mettre à jour les FDS mais rencontre des difficultés à se procurer les nouveaux numéros d'autorisation auprès de ses propres fournisseurs.

Pour les substances contenant du trioxyde de chrome :

- la FDS d'Henkel (Bonderite M-CR 1200 AERO) mentionne des numéros d'autorisation rattachés à des décisions d'autorisation en cours de validité (C(2025) 94 à 96) ;
- les FDS de SIFCO UK renvoient vers la décision C(2020) 8797 dont la date d'expiration était le 21/09/2024. Cette décision ayant été cependant annulée par la cour de justice de l'Union Européenne, tous les opérateurs qui étaient couverts par cette décision sont retombés en période transitoire, c'est-à-dire qu'ils peuvent continuer à utiliser la substance tant que la Commission Européenne n'a pas pris de décision de refus d'autorisation pour remplacer la décision annulée.

L'inspection vérifie si les usages des substances sont conformes aux FDS et décisions d'autorisation REACH :

- pour le produit fourni par Henkel contenant du trioxyde de chrome, l'exploitant indique une utilisation pour du revêtement par conversion chimique. Cette utilisation est prévue par la FDS du produit et correspond au numéro d'autorisation REACH/24/61/3 de la décision d'autorisation C(2025) 94.
- pour les produits fournis par SIFCO UK, les FDS indiquent « **utilisation appropriée : usage industriel / utilisations non recommandées : toute autre fin** » alors qu'elles devraient préciser les utilisations listées dans les décisions d'autorisation correspondant aux numéros d'autorisation indiqués dans les FDS.

En faisant la correspondance avec les décisions d'autorisation, l'exploitant indique être concerné par :

- \* le numéro d'autorisation REACH/20/5/3 relatif à l'utilisation du dichromate de sodium pour le traitement de surface de métaux (tels que l'aluminium, l'acier, le zinc, le magnésium, le titane et des alliages), des composites et des scellages de films anodisés destinés au secteur aérospace dans des procédés de traitement de surface pour lesquels l'une des principales fonctionnalités énumérées à l'annexe est requise ;
- \* le numéro d'autorisation REACH/20/18/27 relatif à l'utilisation du trioxyde de chrome pour le traitement de surface [à l'exception de la passivation de l'acier étamé (étamage électrolytique - ETP)] pour des applications dans les secteurs de l'architecture, de l'automobile, de la métallurgie et de la finition des métaux ainsi qu'en ingénierie générale, sans lien avec le chromage fonctionnel ou le chromage fonctionnel à caractère décoratif, lorsque l'une des fonctionnalités essentielles suivantes est nécessaire pour l'utilisation prévue: résistance à la corrosion/inhibition de la corrosion active, épaisseur de la couche, résistance à l'humidité, promotion de l'adhérence

(adhérence à un revêtement ou à une peinture ultérieure), résistivité, résistance chimique, résistance à l'usure, conductivité électrique, compatibilité avec le substrat, propriétés (thermo-)optiques (aspect visuel), résistance à la chaleur, sécurité alimentaire, tension du revêtement, isolation électrique ou vitesse de dépôt.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°30062025-1 :** Il appartient à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur SIFCO UK afin de disposer de FDS avec des numéros d'autorisation à jour et précisant les utilisations autorisées par ces numéros d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2

**Thème(s) :** Produits chimiques, Respect des conditions de la décision d'autorisation

**Prescription contrôlée :**

Article 56 du règlement REACH

2. Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.

**Constats :**

L'inspection vérifie par sondage le respect des conditions d'autorisation REACH pour deux produits.

**BONDERITE M-CR 1200** (produit fourni par Henkel contenant du trioxyde de chrome)

L'inspection passe en revue les articles de la décision d'autorisation REACH C(2025) 94. Les articles 2 (conditions d'utilisation) et 4 (modalités de surveillance) sont repris en français dans la rubrique 15 de la FDS.

L'exploitant reconditionne le produit en plus petits contenants. Ce reconditionnement s'effectue sous hotte portable connectée à une aspiration et l'opérateur en charge de cette manipulation porte une cagoule de protection respiratoire.

L'exploitant fournit le rapport de « contrôle périodique réglementaire des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail » effectué le 26/08/2024. **Ce contrôle ne semble pas prendre en compte la hotte portable.**

**Conversion Chromique pour Cadmium (3002)** (produit fourni par SIFCO UK contenant du trioxyde de chrome et du dichromate de sodium)

L'inspection passe en revue les articles de la décision d'autorisation C(2020) 2084 du dichromate de sodium.

L'article 2 de la décision d'autorisation C(2020) 2084 mentionne que les titulaires d'autorisation doivent élaborer des scénarios d'exposition spécifiques pour des processus, des opérations et des tâches individuelles représentatifs. Ces scénarios décrivent les mesures de gestion des risques et les conditions opérationnelles appliquées sur les sites pour lesquels les utilisations autorisées sont réalisées. Chaque scénario d'exposition permet également de contrôler l'exposition des travailleurs au chrome (VI) et ses émissions dans l'environnement. Ces scénarios d'exposition doivent être mis à disposition des utilisateurs en aval dans une FDS actualisée. **En salle, l'exploitant indique ne pas disposer de ces scénarios d'exposition.**

Le produit est utilisé pour du traitement de surface par application par tampon. Cette application est effectuée sur deux postes de travail disposant de bras aspirants par des opérateurs portant des cagoules de protection respiratoire. L'exploitant fournit le rapport de « contrôle périodique réglementaire des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail » effectué le 26/08/2024. Ce rapport indique que des **améliorations peuvent être apportées**, car « *selon les informations collectées la source d'émission des vapeurs est à une distance comprise entre 20 et 30 cm, alors que l'efficacité de captage des bras aspirants est valide jusqu'à 15 cm dans les conditions actuelles.* »

#### **Points communs aux deux produits vérifiés**

Lors de la visite de terrain, une démonstration de port de la cagoule a été effectuée par l'exploitant. En plus des indications données par l'appareil, les opérateurs s'assurent de l'étanchéité de la cagoule via l'absence de buée interne.

L'exploitant indique s'être rapproché de la médecine du travail pour mettre en place des prélèvements annuels sur les techniciens manipulant les produits contenant des substances soumises à autorisation REACH afin de suivre la présence interne de métaux. Une mesure annuelle de l'exposition par inhalation via un capteur dans la cagoule est aussi prévue.

L'exploitant fait réaliser des mesures annuelles des rejets environnementaux de Cr(VI) dans l'air et les eaux usées. Il fournit à l'inspection :

- le rapport de « mesure des rejets atmosphériques » effectué le 08/07/2024. Les valeurs mesurées aux 2 points de rejets du site sont faibles et très largement inférieures à la valeur limite d'émission (VLE) ;
- le rapport de « prélèvement d'eau résiduaire composite » effectué les 26-27/11/2024. La valeur mesurée à l'unique point de rejet du site est inférieure à la limite de quantification, ce qui est cohérent avec l'absence de rejet de chrome dans les effluents. En effet, l'exploitant indique récupérer tous les effluents contenant du Cr(VI) pour traitement par une filière dédiée. Il fournit à l'inspection le bordereau de suivi de déchets correspondant à la dernière collecte du 02/05/2025.

Les deux décisions d'autorisation REACH C(2025) 94 et C(2020) 2084 indiquent que les titulaires d'autorisation et leurs utilisateurs en aval doivent tenir à disposition des autorités compétentes dans la langue officielle du pays un résumé succinct des mesures de gestion des risques applicables et des conditions opérationnelles décrites dans le rapport de sécurité chimique. **L'exploitant indique ne pas disposer d'un tel résumé en français pour aucun des deux produits.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Suite n°30062025-2 : Il appartient à l'exploitant :</b> - de se rapprocher de ses fournisseurs afin de disposer des FDS avec des scénarios d'exposition et des résumés en français des mesures de gestion des risques applicables et des conditions opérationnelles décrites dans les rapports de sécurité chimique ; - de s'assurer de l'exhaustivité du contrôle périodique de ses installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail et d'indiquer les suites données aux remarques effectuées dans le rapport du contrôle du 26/08/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 55
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Substitution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 55 du règlement REACH Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique réaliser de la prestation de service sur de petites séries pour ses clients. Cette activité représente une très faible part de l'activité de l'entreprise. En tant que prestataire, l'exploitant n'a pas la main sur les démarches de substitution. Dans le cas où les produits ne seraient plus autorisés, il serait contraint d'arrêter de fournir la prestation correspondante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Notification à l'ECHA
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 66 du règlement REACH 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.

**Constats :**

L'inspection constate en consultant les bases de données de l'Agence européenne des produits chimiques que l'exploitant a bien notifié à l'Agence l'utilisation de trioxyde de chrome et de dichromate de sodium. Une notification avait également été effectuée pour du dichromium tris(chromate) en 2021. L'exploitant indique ne plus utiliser cette substance à l'heure actuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 65

**Thème(s) :** Produits chimiques, REACH : Étiquetage

**Prescription contrôlée :**

Article 65 du règlement REACH

Les titulaires d'une autorisation ainsi que les utilisateurs en aval visés à l'article 56, paragraphe 2, qui mettent la substance dans un mélange mentionnent le numéro de l'autorisation sur l'étiquette avant de mettre la substance ou un mélange contenant la substance sur le marché en vue d'une utilisation autorisée, sans préjudice de la directive 67/548/CEE et du règlement n°1272/2008 et de la directive et ce dès que le numéro de l'autorisation a été rendu public conformément à l'article 64, paragraphe 9.

**Constats :**

L'inspection consulte par sondage les étiquettes :

- du produit Henkel reconditionné par l'exploitant : l'étiquette comporte des anciens numéros d'autorisation REACH de 2020 et non les numéros d'autorisation de 2024 mentionnés dans la FDS ;
- du produit SIFCO UK référencé 5005 : les numéros d'autorisation REACH sont inscrits sur l'étiquette et correspondent à ceux mentionnés dans la FDS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°30062025-3 :** Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les numéros d'autorisation REACH inscrits sur les étiquettes des produits soient à jour et cohérents avec ceux mentionnés dans les FDS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : REACH : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 37 du règlement REACH 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
<b>Constats :</b>  L'inspection a procédé à un contrôle par échantillonnage du respect des prescriptions contenues dans les fiches de données de sécurité. En particulier, l'Inspection a vérifié que l'exploitant disposait des gants adaptés à la manipulation des produits CONVERSION CHROMIQUE - 3002 et CONVERSION CHROMIQUE-5005 et que les incompatibilités de ces produits étaient respectées.  En outre, l'inspection a constaté la présence d'absorbants facilement accessibles dans l'atelier.  Cependant, certains produits nécessitent un stockage entre 5 et 35°C. L'exploitant ne dispose pas d'équipement permettant de connaître la température dans le local de stockage de ses produits chimiques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Suite n°30062025-4 :</u> L'exploitant ne s'assure pas des bonnes conditions de stockage de certains produits chimiques. Il est attendu que l'exploitant installe un équipement lui permettant de connaître la température du local de stockage de ses produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Fiche de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Disponibilité et contenu des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 du règlement REACH 5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.

9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles

#### **Constats :**

L'exploitant indique disposer d'un répertoire informatique où il place les FDS reçues de ses fournisseurs et montre ce répertoire à l'inspection.

Les FDS des produits contenant des substances soumises à autorisation REACH ont été transmises à l'inspection.

L'inspection vérifie par échantillonnage que les fiches de données de sécurité sont disponibles en français et contiennent bien les 16 rubriques réglementaires, dont le numéro d'autorisation REACH à la rubrique 15.

L'inspection interroge l'exploitant sur la manière dont il s'assure de disposer des FDS à jour, notamment en cas d'évolution réglementaire. L'exploitant explique avoir de lui-même récupéré la dernière FDS d'Henkel sur le site internet de ce dernier en amont de l'inspection. Celle-ci datant du 02/06/2025, il ne l'avait pas encore reçue directement d'Henkel. Concernant les FDS SIFCO UK, l'exploitant est en contact direct avec la personne de SIFCO UK en charge de la réalisation des FDS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Fiche de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Accès aux FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 35 du règlement REACH Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que les FDS étaient accessibles via un ordinateur présent dans l'atelier. Cet ordinateur est connecté à un serveur, de sorte que les employés ont accès à la dernière version des FDS . À la demande de l'inspection, un employé a consulté une fiche de données de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Étiquetage des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP : étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 17 du règlement CLP 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
<b>Constats :</b>  L'inspection consulte par sondage les étiquettes : - du produit Henkel reconditionné par l'exploitant : l'étiquette comporte le pictogramme et la

mention de danger « comburant » alors que ce danger n'apparaît pas dans la FDS de 2025 (ni dans la version précédente de la FDS). Par ailleurs, les mentions de danger H332 et EUH032 sont manquants, tout comme les conseils de prudence. Pour rappel, il n'est pas obligatoire d'indiquer sur l'étiquette l'ensemble des conseils de prudence de la FDS, mais il appartient à l'exploitant de sélectionner celles qu'il lui semble nécessaire d'apposer sur l'étiquette.

- du produit SIFCO UK référencé 5005 : les éléments de l'étiquette sont cohérents avec la FDS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°30062025-5 : Il appartient à l'exploitant de s'assurer de l'exhaustivité des étiquetages de produits dangereux et de leur cohérence avec les FDS.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 3 mois**